

**COMMUNE DE CONDE-SUR-VIRE**

2 Place Auguste Grandin – 50890 Condé-sur-Vire

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

-----  
Séance du 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le cinq mars à vingt heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Laurent PIEN, Maire.

**Présents :** Mme Esther BEUVE, M. Eric CAUVIN, Mmes Catherine COQUELIN, Liliane DUBOIS, MM. Manoël DUDOUIT, Alain EUDES, Mme Sylvie GAUTIER, M. Joël GAUTIER, Mme Bénédicte GOSELIN, MM. Emmanuel JAMARD, Vincent LEBEDEL, Mme Nathalie LECLER, M. Franck LEGIGAN, Mme Jocelyne LEGRAND, MM. Sébastien LEMONNIER, Serge LEMONNIER, Alain LENESLEY, Mme Martine LEPAGE, MM. David LORENCE, Gilles MALICOT, Philippe MARGRITE, Stéphane MARGRITE, Mme Aline NOUET, MM. Laurent PIEN, Philippe PIRON, Mme Pierrette POUSSET, M. Benoît PRECOURT, Mme Martine SAVARY, MM. Vivek SINGH, Marc VALLETTE, Joël VAUDRU, Guillaume VIGNET

**Excusés :** Mme Sylvie ASSELIN, M. Henri GAULARD, Mme Nathalie LECUIR qui a donné pouvoir à M. Pierrette POUSSET, M. Bruno MOISON qui a donné pouvoir à M. Laurent PIEN

**Absents :** Mme Emilie LAHONDES, M. François LETELLIER, Mme Sophie LOUISE, M. Sébastien MARIE

**Secrétaire de séance :** M. Vincent LEBEDEL

**Date de convocation :** 20 février 2020

**Date d'affichage :** 12 mars 2020

**Nombre de conseillers en exercice :** 40

Présents : 31 (32 à partir de la délibération n°2020-015)

Pouvoirs : 2

Votants : 33 (34 à partir de la délibération n°2020-015)

**Délib. n°2020-019 : Débat d'orientations budgétaires 2020 (DOB)**

Selon l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

M. le Maire commente le rapport d'orientation budgétaire (ROB) dont un exemplaire est remis à chacun des conseillers municipaux :

**Sommaire :**

- 1- **Introduction**
- 2- **Le contexte macro-économique**
  - France : une solide dynamique malgré les incertitudes internationales
  - Poursuite du recul structurel du chômage
  - Stabilisation des ressources du bloc communal malgré la suppression de la TH
- 3- **La situation financière de la commune (rétrospective 2010-2018)**
  - Baisse amorcée des charges courantes
  - Maintien des recettes de fonctionnement
  - Hausse de la dette communale à relativiser
  - Une capacité d'autofinancement qui se stabilise
  - Poursuite de l'effort d'investissement
- 4- **L'analyse financière prospective**
  - Rappel : définition de la capacité d'autofinancement (épargne)
  - PPI et prospective financière jusqu'en 2020

- Prévisions budgétaires 2020
- 5- **Les budgets annexes**
- Budget annexe *Condé Espace*
  - Budget annexe *Lotissement du Mesnil-Grimault (la Pommeraie)*
  - Budget annexe *Panneaux photovoltaïques*

**Principaux enseignements à retenir du ROB :**

- Des dépenses réelles de fonctionnement en baisse, due principalement à un repli des charges de personnel
- Des recettes de fonctionnement en dessous de la moyenne des communes de même strate (faible pression fiscale, dotations de l'Etat modestes, bases d'imposition moins dynamiques)
- Un niveau d'endettement en hausse depuis 2018, mais à relativiser car la dette par habitant est nettement inférieure à celle de la moyenne des communes (639 €/habitant)
- Une épargne nette qui se stabilise à un niveau satisfaisant (477 K€ en 2018), ce qui permet à la commune d'envisager sereinement l'avenir
- Poursuite de l'effort d'investissement amorcé depuis 2016 : 2 235 K€ de crédits d'investissement programmés en 2020
- Une santé financière garantie à la fin de l'année 2020 :

Condé-sur-Vire	2020	Moyenne nationale
Encours de dette	2 155 K€	
Dette / population	515 €/hab.	764 €/hab.
Capacité de désendettement (dette/CAF)	3,01 ans	4,13 ans
Fonds de roulement (FDR)	878 €	
FDR / population	210 €/hab.	338 €/hab.
Taux d'épargne brut (CAF/recettes de fonct.)	20,39 %	14,1 %
CAF nette / population	108 €/hab.	103 €/hab.

- La prospective financière s'est fondée sur les critères ci-après :
  - Aucune augmentation de la fiscalité locale jusqu'en 2020 (mais prise en compte de la revalorisation mécanique des bases d'imposition + 2%/an)
  - Maintien du fonds de roulement au-dessus du seuil de 500 000 €
  - Maintien de la DGF jusqu'en 2019, puis baisse de 10 % par an
  - Baisse générale des dotations versées par l'Etat et le département (-20 %/an pour le FPIC, -20 %/an pour les allocations compensatrices de fiscalité, -5 %/an du FDTP)

Après délibération, le Conseil municipal :

**DECIDE**

- **Prendre acte du débat d'orientation budgétaire 2020.**

Pour : 34	Contre : 0	Abstentions : 0
-----------	------------	-----------------

Pour copie certifiée conforme.

Le Maire,  
Laurent PIEN





# Condé-sur-Vire

*Territoire en mouvement*

## Rapport d'orientations budgétaires 2020

Conseil municipal du 05/03/2020

## SOMMAIRE

### 1- Introduction

### 2- Le contexte macro-économique

- France : une solide dynamique malgré les incertitudes internationales
- Poursuite du recul structurel du chômage
- Stabilisation des ressources du bloc communal malgré la suppression de la TH

### 3- La situation financière de la commune (rétrospective 2010-2018)

- Baisse amorcée des charges courantes
- Maintien des recettes de fonctionnement
- Hausse de la dette communale à relativiser
- Une capacité d'autofinancement qui se stabilise
- Poursuite de l'effort d'investissement

### 4- L'analyse financière prospective

- Rappel : définition de la capacité d'autofinancement (épargne)
- PPI et prospective financière jusqu'en 2020
- Prévisions budgétaires 2020

### 5- Les budgets annexes

- Budget annexe *Condé Espace*
- Budget annexe *Lotissement du Mesnil-Grimault (la Pommeraie)*
- Budget annexe *Panneaux photovoltaïques*



## 1- Introduction

Depuis la loi « **Administration Territoriale de la République** » (ATR) du **6 février 1992**, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose aux communes de plus de **3 500 habitants** dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la ville (analyse rétrospective).

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi « **NOTRe** » a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux. Dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le maire sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le **rapport d'orientations budgétaires (ROB)** n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au préfet et au président de l'EPCI dont la commune est membre.

Il est à noter que le débat ne devra pas seulement avoir lieu, il devra en outre être pris acte de ce débat par une **délibération spécifique**.

Ce débat doit en effet permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes pluriannuels. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

## 2- Le contexte macro-économique

*Sources : Dossier d'information sur le DOB par la Caisse d'Epargne (janvier 2020)  
Données INSEE*

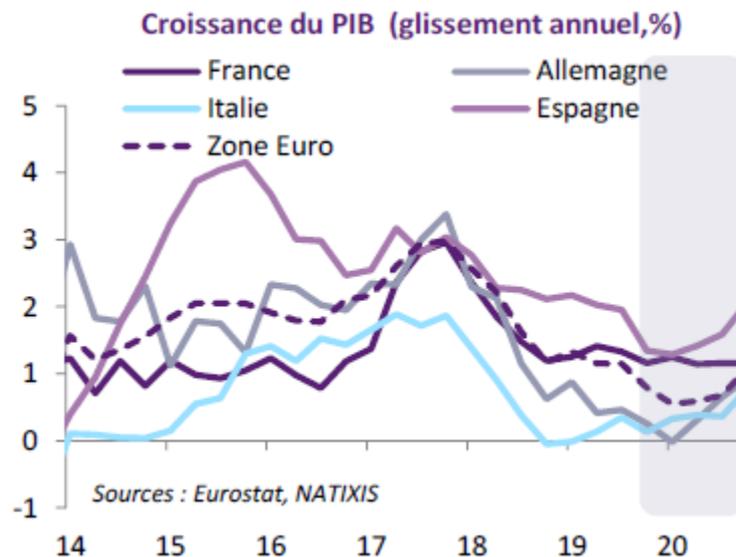
### **A) France : une solide dynamique malgré les incertitudes internationales**

**Au niveau mondial**, l'année 2019 a été caractérisée par un haut niveau d'incertitudes sur le plan économique du fait des rebondissements politiques et géopolitiques qui ont rythmé l'année : guerre commerciale Chine-USA, absence d'accord sur le Brexit, crise Iran-USA, montée des populismes en Europe... Ces événements ont entraîné une révision baissière des prévisions de croissance. Le PIB mondial n'a progressé que de 3 % en 2019 contre 3,7 % en 2018.

**En zone euro**, après un début d'année prometteur, la croissance a ralenti aux 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres et risque de stagner au dernier trimestre 2019. Pour le début 2020, les prévisions de croissance sont orientées à la baisse, mais une récession devrait être évitée grâce à la persistance de la demande intérieure. La croissance en zone euro devrait donc atteindre 0,8 % en 2020, essentiellement en raison de la faiblesse de la croissance allemande (0,5 % en

2019 et 2020). Face aux risques pesant sur la croissance, la BCE a annoncé qu'elle continuerait de soutenir l'économie européenne par une politique monétaire accommodante.

En 2019, la croissance **en France** s'est montrée résiliente dans un contexte de ralentissement global. Les indicateurs économiques montrent une nette divergence entre la France et l'ensemble de la zone euro.



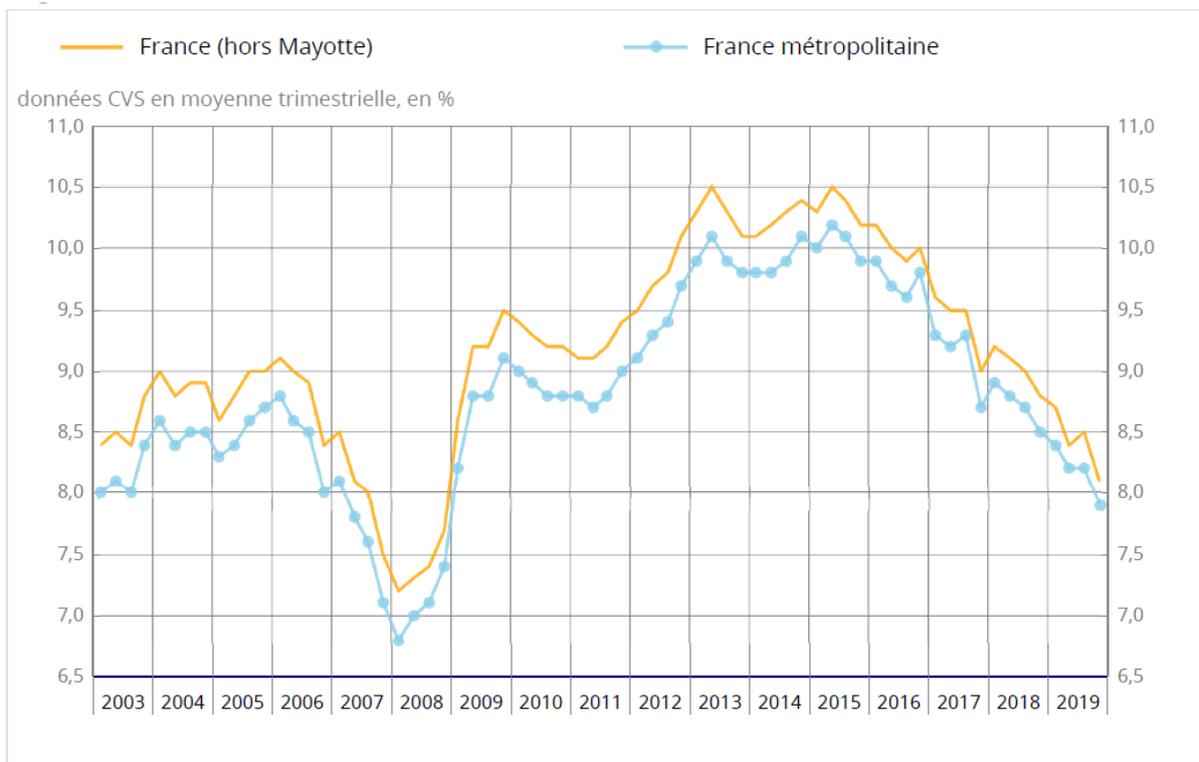
L'activité économique française a été largement portée par la demande intérieure, avec une consommation privée relativement solide. Et ce pour plusieurs raisons :

- amélioration du marché du travail
- faiblesse de l'inflation (+ 1,5 % en 2019)
- mesures gouvernementales en faveur du pouvoir d'achat des ménages (baisse des cotisations salariales, hausse de la prime d'activité, défiscalisation des heures supplémentaires...)

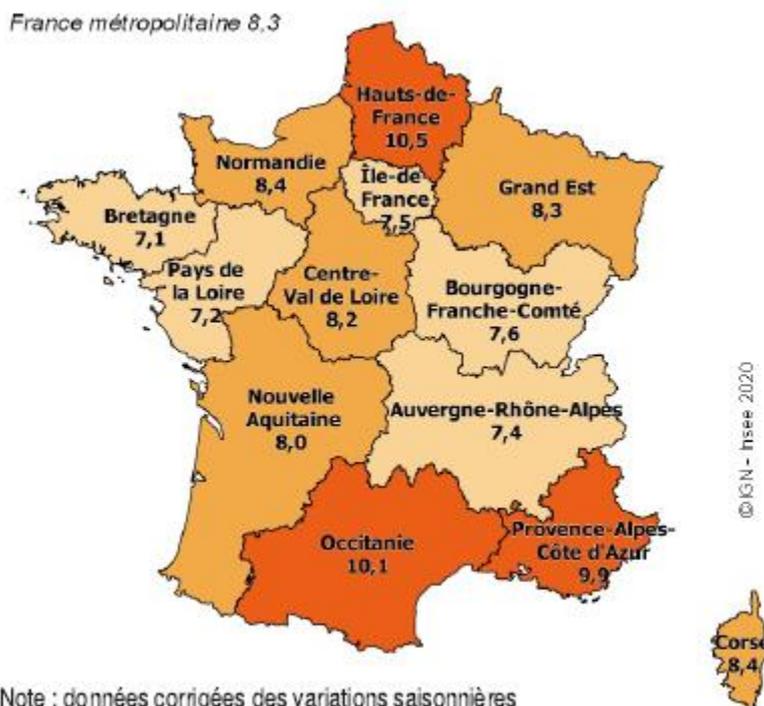
Ces bons signaux en faveur de la consommation seront encore présents en 2020, avec en point d'orgue la suppression effective de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages.

## **B) Poursuite du recul structurel du chômage**

Sur le front du chômage, nous enregistrons une bonne nouvelle : le taux de chômage a baissé fortement en 2019. Il est passé de 8,8 % en 2018 à 8,1 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, soit une diminution significative de 0,7 point sur un an (- 7,9 %). Cette évolution favorable vient conforter la tendance baissière observée dès 2016. Le chômage a ainsi atteint son niveau le plus bas depuis la crise mondiale de 2008 (< 7%).



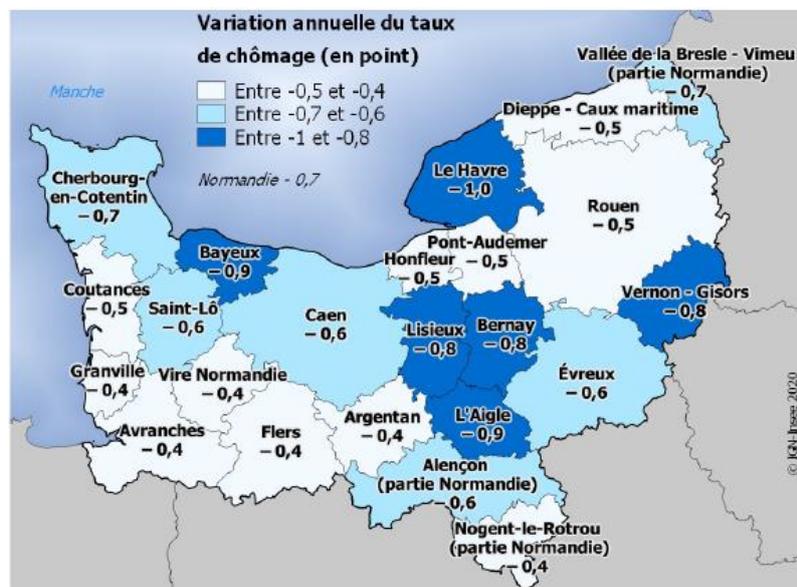
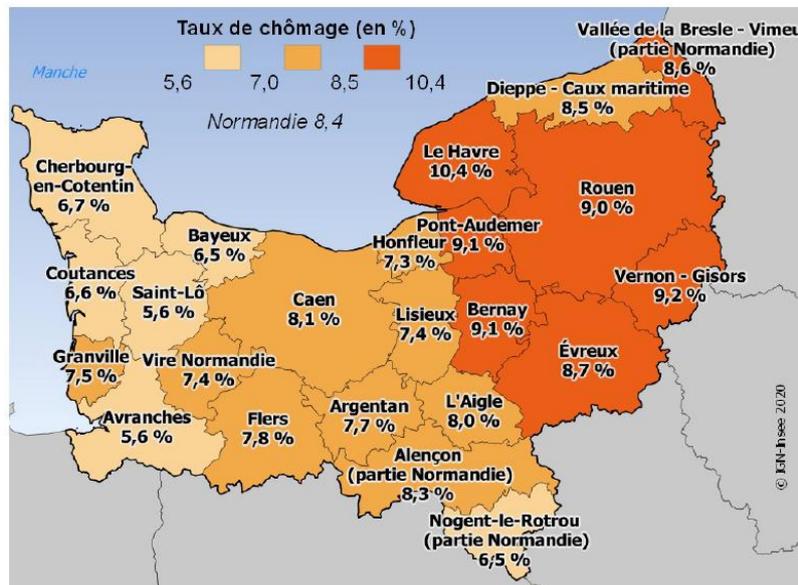
**En Normandie**, le chômage est en baisse sur un an. Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019, le **taux de chômage** s'établit à 8,3 %, en baisse de 0,7 point par rapport au niveau du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018. Néanmoins, la Normandie fait partie des régions métropolitaines où le taux de chômage est le plus élevé. Seules 3 régions sur 13 ont un taux supérieur à elle.



**La Manche** tire son épingle du jeu en enregistrant un taux de chômage très faible en comparaison des autres départements (6,3 %). Et, au niveau local, le Pays Saint-Lois connaît une embellie spectaculaire et approche même du plein emploi avec un taux de chômage de 5,6 %, rejoignant à la 1<sup>ère</sup> place le secteur d'Avranches.

### Taux de chômage au 3<sup>e</sup> trimestre 2019 dans les départements normands

	Taux de chômage 2019 3 <sup>e</sup> trim (en %)	Taux de chômage 2018 3 <sup>e</sup> trim (en %)	Évolution sur 1 an (en point)
Seine-Maritime	9,6	10,2	-0,6
Eure	8,6	9,2	-0,6
Orne	7,9	8,4	-0,5
Calvados	7,8	8,4	-0,6
Manche	6,3	6,9	-0,6
<b>Normandie</b>	<b>8,4</b>	<b>9,0</b>	<b>-0,6</b>
France métropolitaine	8,3	8,8	-0,5



## C) Stabilisation des ressources du bloc communal malgré la suppression de la TH

### ➔ Un niveau de DGF stabilisé en 2020

La Loi de Finances 2020 s'inscrit dans une relative stabilité des dotations et des mesures de soutien à l'investissement local. Le montant de DGF sera maintenu en 2020 avec 26,847 milliards €.

Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales		2020 : 49,1		2019 : 48,8	
Prélèvements sur recettes dont	41,2 (40,5)	Mission RCT dont	3,8 (3,9)	TVA des régions	4,4 (4,3)
DGF	26,847	DGD	1,546		
FCTVA	6,000	DETR	1,046		
DCRTP	2,917	DSIL	0,570		
Comp. exonérations fiscales	2,669	DSI Départements	0,212		

### ➔ Elargissement du FCTVA aux dépenses d'entretien des réseaux

Depuis le 01/01/2016, les dépenses de fonctionnement sont éligibles au FCTVA : dépenses d'entretien des bâtiments et de voirie. La Loi de Finances 2020 complète cette liste en ajoutant les dépenses d'entretien des réseaux (assainissement, éclairage public...).

Pour rappel, le FCTVA (fonds de compensation de la TVA) est fixé à 16,404 % des dépenses TTC.

### ➔ Dispositif clarifié concernant la suppression de la taxe d'habitation et sa compensation à l'euro prés

La Loi de Finances 2020 acte la **suppression de la taxe d'habitation pour l'ensemble des redevables quel que soient leurs revenus**, et pas seulement pour 80 % des ménages comme envisagé initialement.

En 2020, pour 80 % des ménages, la taxe d'habitation sera supprimée. A partir de 2021, une exonération progressive sera instaurée au profit des ménages restants. En **2023**, la suppression de la TH sera définitive pour l'ensemble des 24,4 millions de foyers fiscaux qui bénéficieront du coup d'une hausse de leur pouvoir d'achat de 18 milliards €.



Néanmoins, la **taxe d'habitation sur les résidences secondaires** et la taxe sur les logements vacants demeureront.

Dès 2021, au début du mandat municipal, la compensation des collectivités locales sera intégrale et pérenne, a indiqué le Gouvernement.

La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) sera totalement attribuée au bloc communal (communes + EPCI). La part départementale de la TFB sera reversée aux communes.

Compte tenu, naturellement, des écarts de montant, le niveau de recettes départementales de TFB reversées aux communes sera modulé à la hausse ou à la baisse par un **coefficient correcteur**, celui-ci demeurant figé dans le temps mais sans affecter la liberté des communes en matière de taux. Toute baisse de taux votée bénéficiera intégralement à l'ensemble des contribuables, alors que toute hausse bénéficiera intégralement au budget de la commune.



### 3- La situation financière de la commune (rétrospective 2010-2018)

*NB : Les données présentées ci-après proviennent des fiches financières de la DDFIP pour la période 2010-2018. Les moyennes mentionnées correspondent à des communes de taille équivalente (3 500 à 5 000 hab.)*

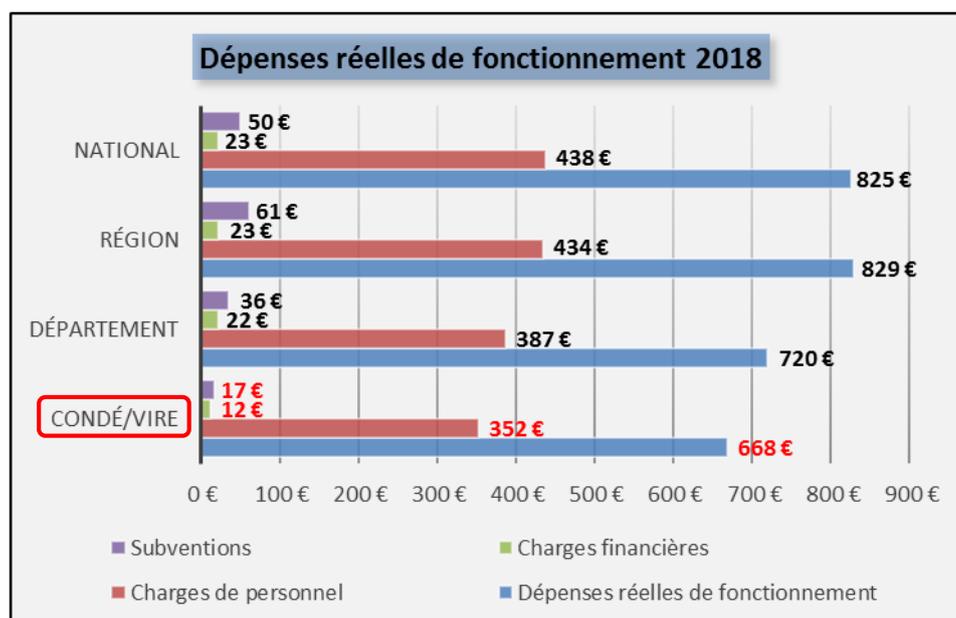
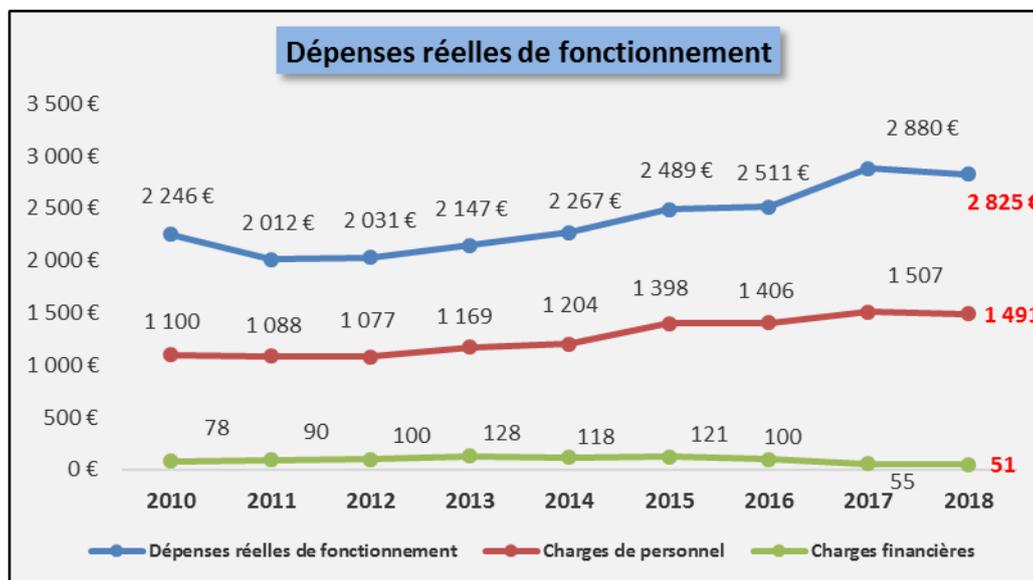
#### ➤ Baisse amorcée des charges courantes

Pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis de nombreuses années, les dépenses réelles de fonctionnement sont en baisse (- 55 K€ par rapport à 2017), tendance qui se confirmera sans doute par la suite. Parmi ces charges, la **masse salariale** a légèrement diminué (1 491 K€ en 2018 contre 1 507 K€ en 2017) et son coût par habitant (352 €) reste nettement en retrait par rapport aux autres communes.

Cette tendance baissière est le fruit d'une politique de modération des dépenses « rigides » de la commune au profit de l'effort d'investissement (gestion raisonnée des recrutements et optimisation des moyens en personnel). Cette politique s'inscrit dans les objectifs du Gouvernement sur le redressement des finances publiques et tient compte de l'évolution de notre paysage administratif en faveur de l'intercommunalité.

Les **charges financières** sont en forte baisse depuis 2013 (- 60 %). Le coût par habitant des intérêts d'emprunt est deux fois moins élevé sur Condé-sur-Vire que dans le reste des communes. Le nouvel emprunt de 1 100 000 €, souscrit en décembre 2018 au taux de 1,22 %, n'aura qu'un impact résiduel sur le coût de la dette.

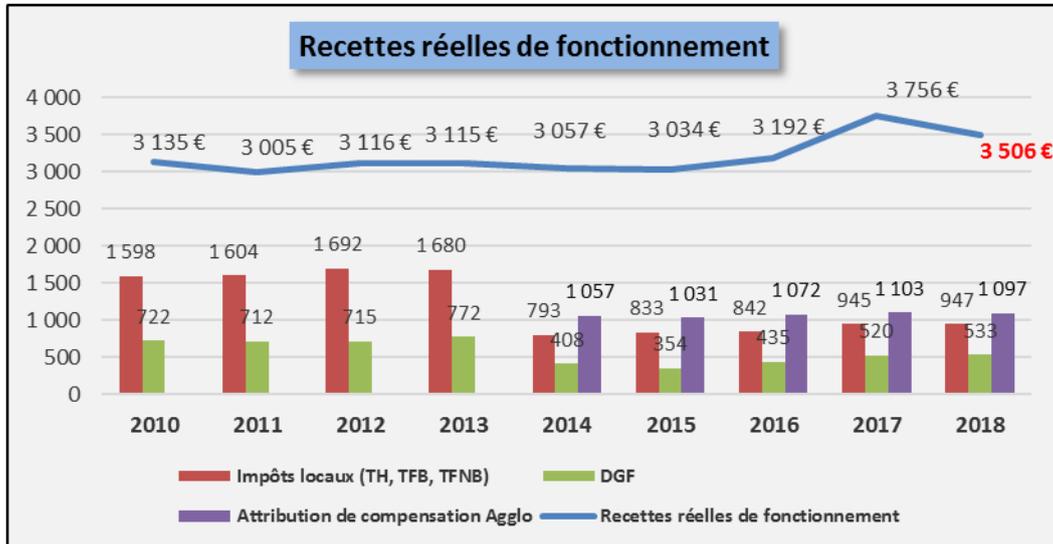
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	variation 2010-2018
Dépenses réelles de fonctionnement	2 246 €	2 012 €	2 031 €	2 147 €	2 267 €	2 489 €	2 511 €	2 880 €	2 825 €	25,78%
Charges de personnel	1 100	1 088	1 077	1 169	1 204	1 398	1 406	1 507	1 491	35,55%
Charges financières	78	90	100	128	118	121	100	55	51	-34,62%
Subventions	136	68	68	63	43	42	42	80	72	-47,06%



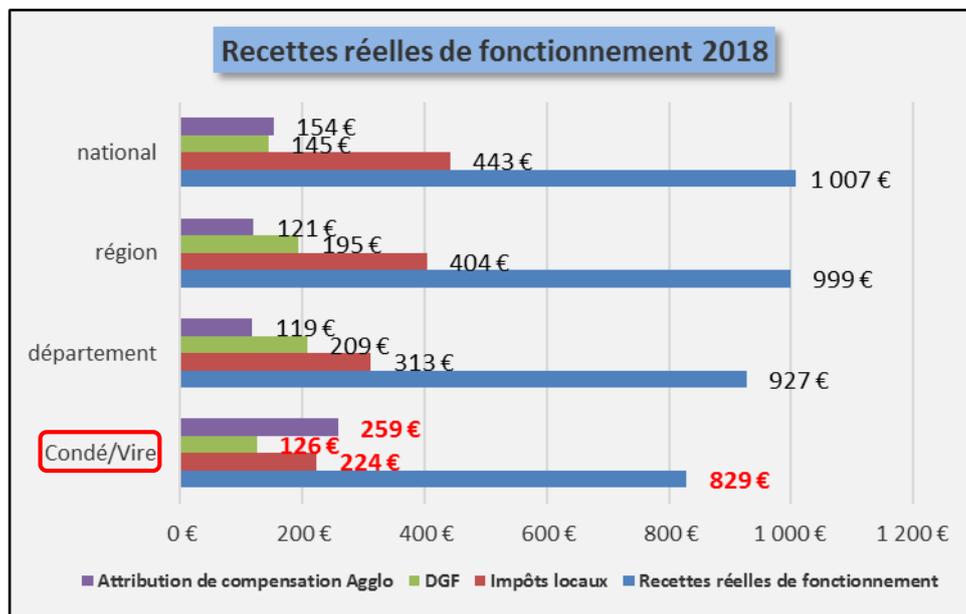
### ➔ Maintien des recettes de fonctionnement

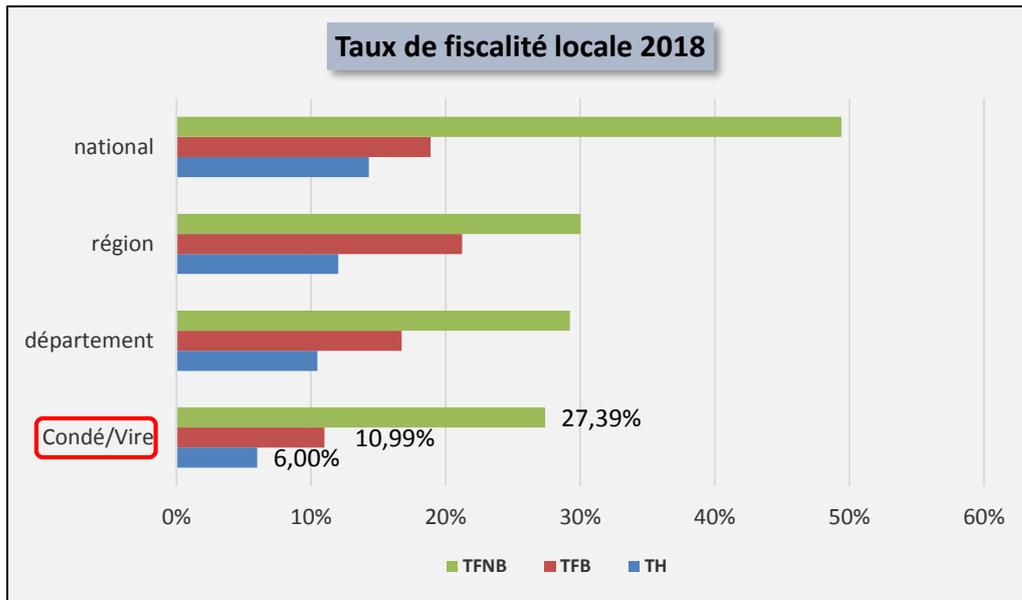
Alors que le budget communal enregistre une baisse significative par rapport à l'exercice 2017 (- 250 K€), l'évolution des recettes courantes est plutôt à la stabilisation. En 2017, la commune a en effet perçu de Saint-Lô Agglo un rappel sur 2 ans de l'indemnisation des frais de mise à disposition de personnel (182 000 €) gonflant artificiellement le chapitre 70 des produits de service.

Néanmoins, la commune perçoit moins de recettes que ses homologues de taille équivalente et ce quel que soit l'échelle étudiée. Cela s'explique par plusieurs facteurs : des dotations de l'Etat modestes (126 € par habitant contre 209 € à l'échelle départementale), une pression fiscale relativement faible et des bases d'imposition moins dynamiques.



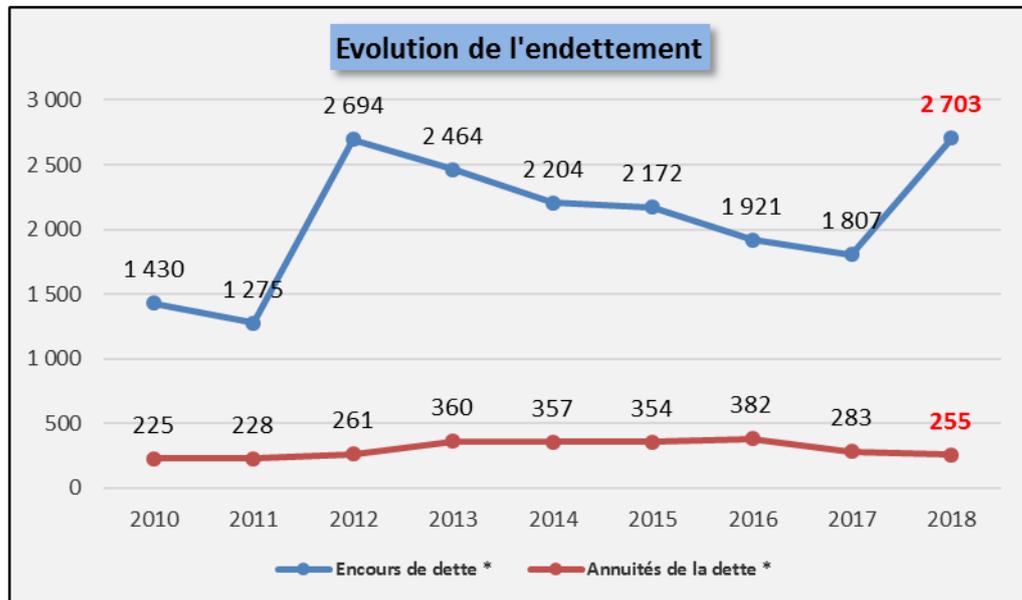
La proportion des recettes fiscales dans le budget de Condé-sur-Vire est presque deux fois moins élevée que dans le reste des communes. La pression fiscale y est faible et nettement en-dessous des standards.



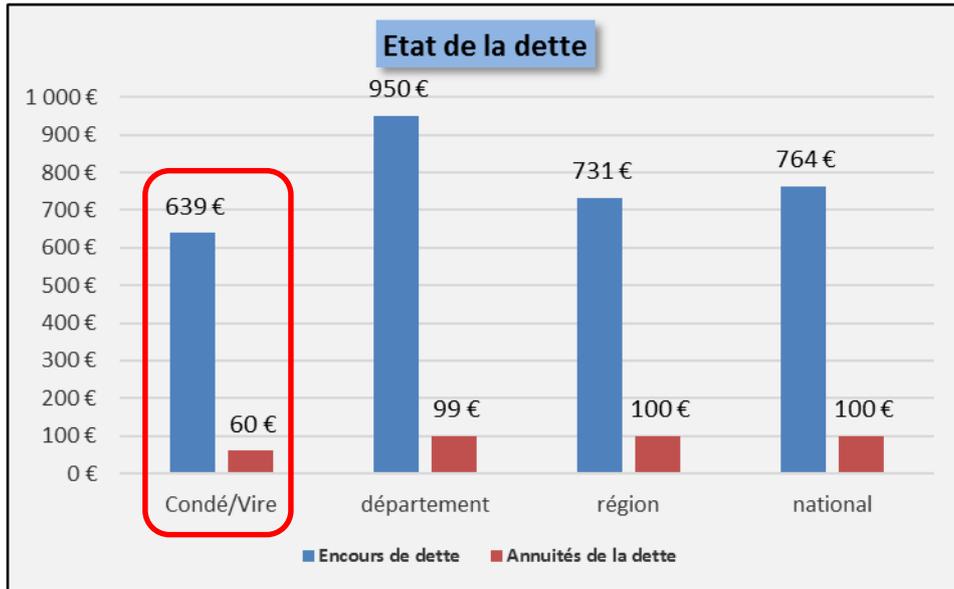


### ➤ Hausse de la dette communale à relativiser

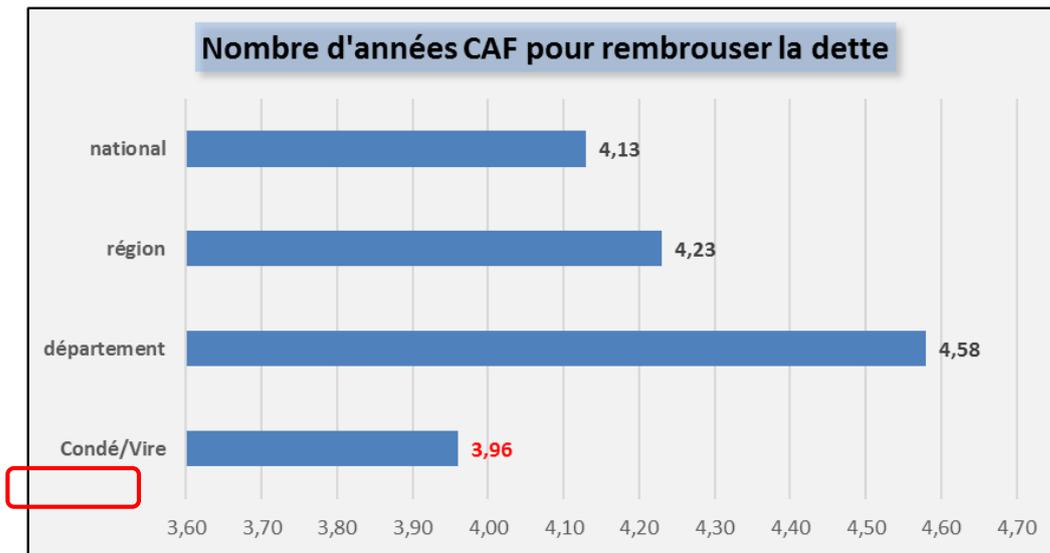
Avec la souscription du nouvel emprunt de 1 100 K€ fin 2018, la commune rejoint le niveau d'endettement de 2012, c'est-à-dire 2 700 K€.



Cependant, en comparaison des autres communes, cette augmentation de l'endettement n'est pas inquiétante. La dette par habitant est en effet de 639 €, alors que, par exemple, la moyenne départementale atteint 950 €.



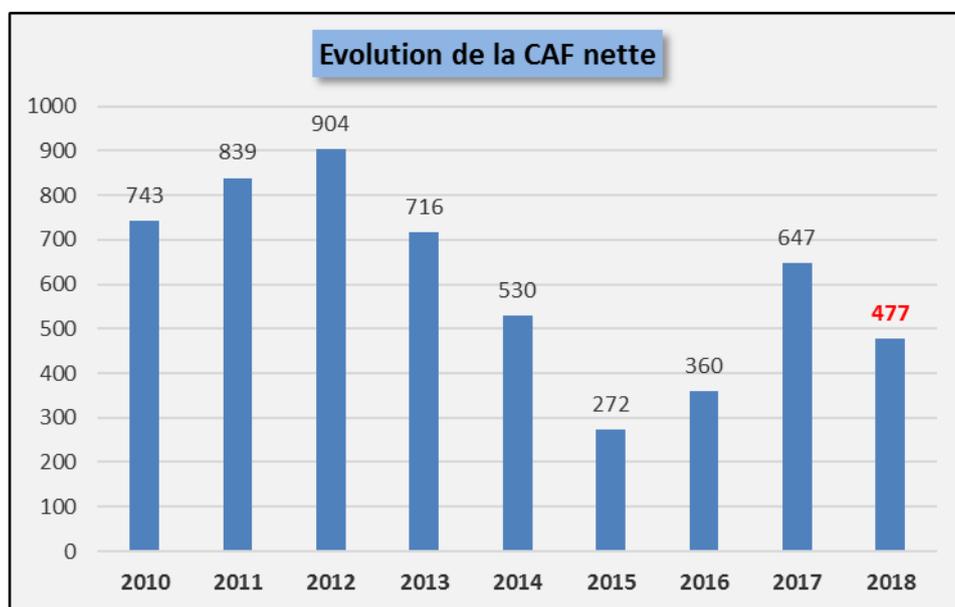
D'autre part, sa capacité de remboursement, calculée en nombre d'années de CAF nette, est également très bonne. Elle est nettement en dessous des moyennes quel que soit l'échelle.



En conclusion, même si l'endettement communal a connu une poussée significative en 2018, il reste tout à fait raisonnable pour une commune de la taille de Condé-sur-Vire et en deçà des standards moyens.

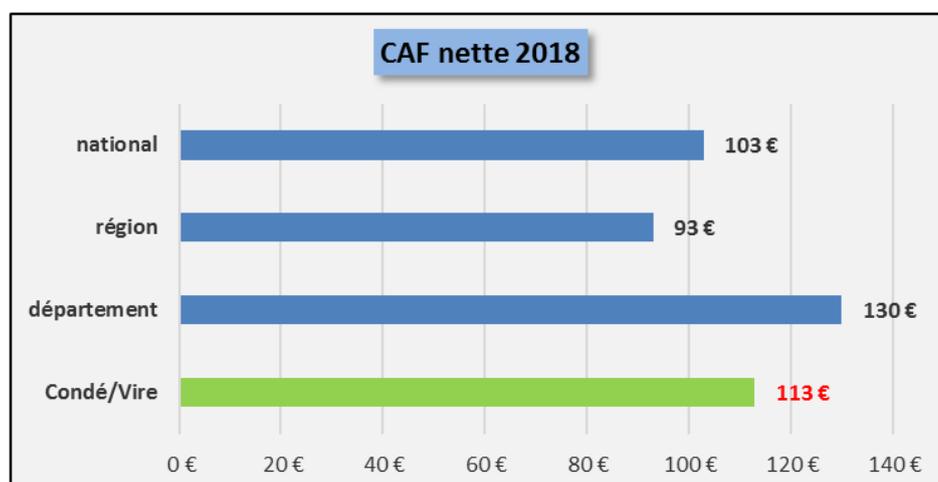
### ➤ Une capacité d'autofinancement qui se stabilise

Suite aux lourds investissements de 2012 (rénovation du restaurant scolaire, construction de la maison de l'enfance et des associations), la commune a connu une baisse continue de sa CAF nette (= CAF brute – remboursement d'emprunt), celle-ci étant descendue en 2015 jusqu'à 272 K€. Depuis, la situation s'est nettement améliorée, et ce malgré la poursuite d'une politique d'équipement ambitieuse. Après un pic spectaculaire en 2017 (647 K€) due à des rentrées d'argent ponctuelles (versement d'un rappel de Saint-Lô Agglo sur les frais de mise à disposition de personnel), la CAF nette se stabilise à 477 K€ en 2018.



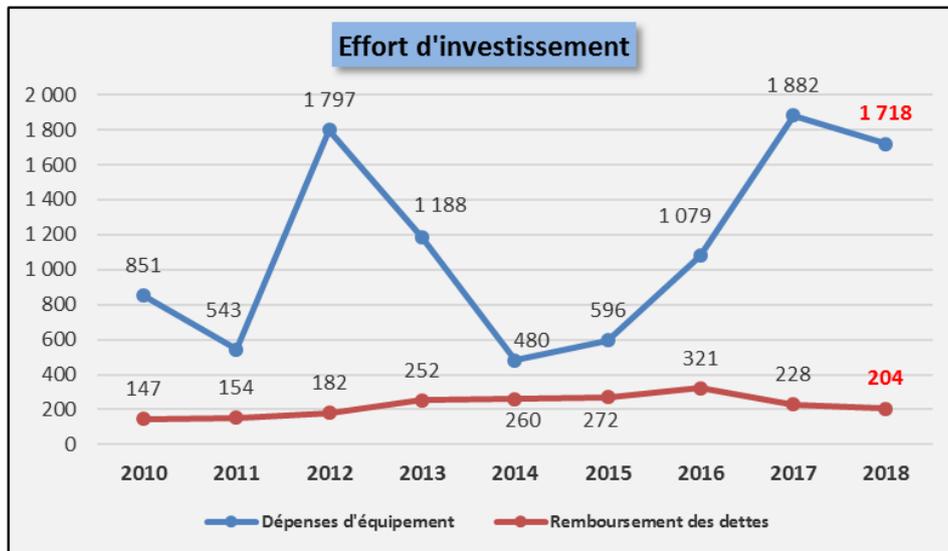
\* montants en K€

En comparaison des autres communes, Condé-sur-Vire se situe à un niveau tout à fait satisfaisant. Cette capacité financière confortable lui permet d'envisager l'avenir sereinement.



## ➤ Poursuite de l'effort d'investissement

Depuis l'exercice 2015, les investissements ont observé une évolution continue à la hausse avec un pic en 2017 (1 882 K€). L'exercice 2018 ne déroge pas à la règle en enregistrant un niveau d'équipement comparable (1 718 K€), alors que le remboursement du capital des emprunts se stabilise aux alentours de 200 K€ par an, soit à un niveau tout à fait normal pour une commune de plus de 4 000 habitants.

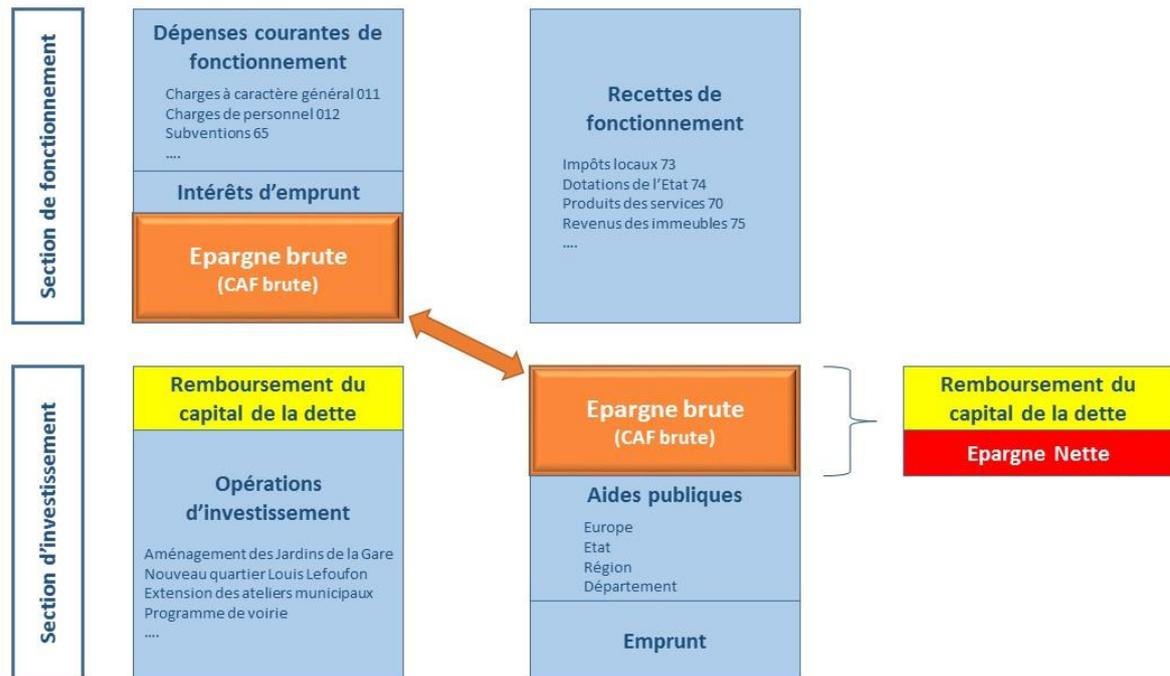


## 4- L'analyse financière prospective

### A- Rappel : définition de la capacité d'autofinancement (épargne)

La capacité d'autofinancement nette (CAF nette) mesure l'aptitude de la commune à financer ses projets d'investissement. Elle correspond à l'épargne nette disponible de la commune.

Epargne de gestion	Recettes réelles de fonctionnement – Dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts d'emprunt)
Epargne brute (CAF)	Recettes réelles de fonctionnement – Dépenses réelles de fonctionnement (y compris intérêts d'emprunt)
Epargne nette (CAF nette)	CAF – annuité en capital d'emprunt



## B- PPI et prospective financière jusqu'en 2020

La prospective est un outil incontournable pour les collectivités locales, spécialement pour les communes qui ont besoin de visibilité à long terme suite aux bouleversements de ces 10 dernières années (en majorité défavorables) : réforme de la taxe professionnelle, création de grandes agglomérations s'accompagnant de nombreux transferts de compétences, baisse significative de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et suppression progressive de la taxe d'habitation pour tous les ménages.

L'étude de prospective financière consiste à vérifier la santé financière d'une commune au terme d'une période donnée, à partir d'hypothèses d'évolution et sur la base d'un programme pluriannuel d'investissements (PPI).

Pour rappel, les leviers financiers à la disposition de la commune pour financer ses dépenses d'investissement sont :

- Autofinancement (épargne nette)
- Prélèvement dans le fonds de roulement (réserve financière)
- Recours à l'emprunt
- Relèvement des taux de fiscalité locale

Sur la période 2015-2020, la commune a établi un plan pluriannuel d'investissement (PPI), qu'elle a actualisé chaque année. Ce document de planification comprend des **travaux récurrents** d'investissement (voirie, bâtiments, études, mobilier...) mais aussi des **opérations ponctuelles structurantes**. En 2020, dernière année du cycle, la commune a prévu un programme d'investissements de 1 859 K€. Le reste à charge de la commune (après déduction des subventions et du FCTVA) s'établissant à 1 454 K€.

Opérations récurrentes		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Total TTC 2015-2019	2020
Voirie, éclairage public	Montant des travaux	279 013	342 439	464 956	216 680	534 926	350 382	1 909 382	200 000
	FCTVA Subventions								32 808 20 000
Bâtiments communaux	Montant des travaux	103 596	160 358	134 774	113 386	65 277	60 517	534 312	130 000
	FCTVA Subventions								21 325 13 000
Matériels, mobilier, logiciels, études	Montant des travaux	97 030	93 447	103 409	144 364	134 238	184 535	659 992	120 000
	FCTVA Subventions								19 685
<b>Sous-total 1</b>		<b>479 639</b>	<b>596 243</b>	<b>703 138</b>	<b>474 430</b>	<b>734 441</b>	<b>595 434</b>	<b>3 103 687</b>	<b>450 000</b>
FCTVA Subventions									73 818 33 000
Opérations ponctuelles		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Total TTC 2015-2019	2020
1) Acquisitions foncières	Montant des travaux			317 309	256 063	163 648		737 020	140 000
	FCTVA Subventions								
2) Aménagement Rte de Mesnil-Grimault	Montant des travaux			4 871	5 555	189 677	493 406	693 509	130 000
	FCTVA Subventions								21 325
3) Réaménagement centre-bourg Condé	Montant des travaux		11 007	22 377	1 123 092	550 714		1 707 190	
	FCTVA Subventions								
4) Jardins de la Gare + voie douce	Montant des travaux			7 500	19 361	24 075	58 592	109 528	1 100 000
	FCTVA Subventions								180 444
5) Modernisation de l'espace culturel (cinéma)	Montant des travaux			9 139				9 139	
	FCTVA Subventions								
6) Nouveau gymnase (fonds de concours)	Montant des travaux							0	
	FCTVA Subventions								
7) Giratoire de l'entrée Elvir	Montant des travaux							0	
	FCTVA Subventions								
8) Réseau de chaleur mairie/cinéma/SDF	Montant des travaux							0	
	FCTVA Subventions								
9) Extension ateliers municipaux	Montant des travaux					16 926	392 137	409 063	15 000
	FCTVA Subventions								2 461 140 464
10) Réaménagement bourg Troisgots	Montant des travaux					6 492	12 757	19 249	250 000
	FCTVA Subventions								41 010 100 000
11) Nouveau quartier Louis Lefoulon	Montant des travaux					31 971	222 369	254 340	150 000
	FCTVA Subventions								24 606 55 900
<b>Sous-total 2</b>		<b>0</b>	<b>11 007</b>	<b>361 196</b>	<b>1 404 071</b>	<b>983 503</b>	<b>1 179 261</b>	<b>3 939 038</b>	<b>1 785 000</b>
FCTVA Subventions									269 846 296 364
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>479 639</b>	<b>607 250</b>	<b>1 064 334</b>	<b>1 878 501</b>	<b>1 717 944</b>	<b>1 774 695</b>	<b>7 042 725</b>	<b>2 235 000</b>
FCTVA			247 845	172 051	189 648	275 194	286 035	1 170 773	343 664
Subventions		101 107	24 689	57 020		396 541	19 274	497 524	329 364
<b>RESTE A CHARGE</b>		<b>378 532</b>	<b>334 716</b>	<b>835 263</b>	<b>1 688 853</b>	<b>1 046 209</b>	<b>1 469 386</b>	<b>5 374 428</b>	<b>1 561 972</b>

Ci-dessous sont reproduits les résultats détaillés de l'analyse financière prospective qui tient compte à la fois du présent PPI et des hypothèses d'évolution suivantes :

- Aucune augmentation de la fiscalité locale jusqu'en 2020 (mais prise en compte de la revalorisation mécanique des bases d'imposition + 2%/an)
- Maintien du fonds de roulement au-dessus du seuil de 500 000 €
- Maintien de la DGF jusqu'en 2019, puis baisse de 10 % par an
- Baisse générale des dotations versées par l'Etat et le département (-20 %/an pour le FPIC, -20 %/an pour les allocations compensatrices de fiscalité, -5 %/an du FDTP)

FONCTIONNEMENT

INVESTISSEMENT

	RETROSPECTIVE						2020		
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Variation 2014-2019	2020	Variation 2014-2020
<b>RECETTES COURANTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 138 539</b>	<b>3 026 529</b>	<b>3 218 093</b>	<b>3 715 343</b>	<b>3 455 723</b>	<b>3 513 954</b>	<b>10,1%</b>	<b>3 452 797</b>	<b>10,0%</b>
TH / TFB / TFB	629 931	655 990	694 401	812 686	814 645	843 845	34,0%	851 440	35,2%
Attribution de compensation Agglo	1 057 389	1 044 331	1 071 793	1 103 153	1 096 879	1 092 666	3,3%	1 092 666	3,3%
FN GIR	163 951	177 355	147 780	132 615	132 479	132 580	-8,1%	132 580	-8,1%
<b>Fiscalité directe locale</b>	<b>1 851 271</b>	<b>1 877 676</b>	<b>1 913 974</b>	<b>2 048 454</b>	<b>2 044 003</b>	<b>2 069 091</b>	<b>11,8%</b>	<b>2 076 486</b>	<b>12,2%</b>
Taxe additionnelle DMT0	48 653	49 544	61 119	74 493	88 623	92 610	90,3%	93 536	92,3%
Taxe d'électricité	74 747	70 227	73 207	77 633	86 745	80 715	8,0%	80 715	8,0%
Taxe sur les pylônes électriques	15 022	15 384	15 778	16 224	16 576	16 996	8,1%	16 996	8,1%
Droits de place	2 315	2 161	2 103	1 869	2 365	1 991	-10,0%	1 991	-10,0%
<b>Fiscalité immobilière et outre</b>	<b>140 737</b>	<b>137 318</b>	<b>152 207</b>	<b>170 221</b>	<b>194 309</b>	<b>192 312</b>	<b>36,6%</b>	<b>193 238</b>	<b>37,3%</b>
FDPTP	166 505	83 705	93 214	84 031	63 972	57 168	-65,7%	54 310	-67,4%
FPIC	17 762	33 433	33 625	29 691	35 881	35 266	98,5%	28 213	58,8%
<b>Dotations de péréquation</b>	<b>184 267</b>	<b>117 138</b>	<b>126 839</b>	<b>113 722</b>	<b>99 853</b>	<b>92 434</b>	<b>-49,8%</b>	<b>82 522</b>	<b>-55,2%</b>
DGF	408 169	353 859	435 201	520 150	532 790	556 114	36,2%	500 503	22,6%
> dont DSR	77 759	90 711	112 126	140 818	160 880	184 204	56,9%	165 784	10,2%
DCRTP, FCTVA sur trav aux d'entretien	86 206	86 206	86 206	86 211	80 298	98 423	14,2%	98 423	14,2%
Allocations compensatoires TH/TF	62 993	36 390	32 473	42 306	41 807	43 858	-30,4%	35 086	-44,3%
<b>Dotations de l'état</b>	<b>557 348</b>	<b>476 455</b>	<b>553 880</b>	<b>648 667</b>	<b>654 895</b>	<b>698 395</b>	<b>25,3%</b>	<b>634 012</b>	<b>13,8%</b>
Produits des services	198 189	226 689	233 073	524 978	257 358	261 657	32,0%	264 274	33,3%
Participations et subv entions	16 715	30 332	41 147	40 614	27 980	13 696	-8,1%	13 833	-12,2%
Revenus des immeubles (loyers)	90 566	83 431	95 194	129 218	126 386	130 254	43,8%	131 557	45,3%
Produits divers de gestion courante	18 785	22 623	1 864	3 474	4 818	662	-86,5%	669	-96,4%
Affluents de charges	80 641	54 867	99 515	35 995	46 121	55 453	-31,2%	56 008	-30,5%
<b>Produits des services, participations et revenus des immeubles</b>	<b>404 896</b>	<b>417 942</b>	<b>471 193</b>	<b>734 279</b>	<b>462 643</b>	<b>461 722</b>	<b>14,0%</b>	<b>466 339</b>	<b>15,2%</b>
<b>Dépenses courantes de fonctionnement</b>	<b>2 168 323</b>	<b>2 362 974</b>	<b>2 501 187</b>	<b>2 823 854</b>	<b>2 819 177</b>	<b>2 774 093</b>	<b>28,0%</b>	<b>2 759 990</b>	<b>27,8%</b>
<b>Charges à caractère général</b>	<b>678 300</b>	<b>712 730</b>	<b>750 624</b>	<b>910 843</b>	<b>947 099</b>	<b>926 279</b>	<b>36,6%</b>	<b>907 753</b>	<b>33,8%</b>
<b>Charges de personnel</b>	<b>1 284 835</b>	<b>1 453 480</b>	<b>1 505 854</b>	<b>1 542 552</b>	<b>1 536 774</b>	<b>1 517 601</b>	<b>18,1%</b>	<b>1 517 601</b>	<b>18,1%</b>
Participation CCAS	22 000	10 000	0	30 000	30 000	30 000	36,4%	30 000	36,4%
Participation Condé Espace	67 000	72 385	69 481	74 884	64 666	60 000	-10,4%	60 000	-10,4%
Indemnités des élus (charges incluses)	69 515	81 774	90 112	117 621	119 041	119 708	72,2%	120 905	73,9%
Subventions	42 930	32 494	42 159	44 152	41 812	49 146	16,5%	49 637	16,6%
Divers	3 743	111	42 958	103 804	79 785	73 359	89,9%	74 093	87,5%
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>205 188</b>	<b>196 744</b>	<b>244 710</b>	<b>370 461</b>	<b>335 304</b>	<b>332 213</b>	<b>61,9%</b>	<b>334 435</b>	<b>63,1%</b>
<b>Epargne de gestion (EBF)</b>	<b>970 216</b>	<b>663 555</b>	<b>716 905</b>	<b>891 487</b>	<b>634 546</b>	<b>737 861</b>	<b>-23,9%</b>	<b>692 808</b>	<b>-28,6%</b>
Produits financiers	64 669	64 657	65 023	64 647	64 806	64 646	0,0%	64 646	0,0%
Frais financiers (dette ancienne + nouvelle)	117 545	120 724	100 039	54 749	50 973	54 559	-53,6%	47 564	-59,5%
<b>Solde financier</b>	<b>-52 876</b>	<b>-56 067</b>	<b>-35 016</b>	<b>9 898</b>	<b>13 833</b>	<b>10 087</b>	<b>-19,1%</b>	<b>17 082</b>	<b>-132,3%</b>
Produits exceptionnels	11 054	5 789	8 845	11 928	25 523	120 615	991,8%	10 000	-9,5%
Charges exceptionnelles	61 392	1 355	9 764	37 469	675	588	-99,0%	588	-99,0%
Charges exceptionnelles retraitées	69 088	13 142	0	0	0	2 399	-86,5%	0	-100,0%
<b>Solde exceptionnel</b>	<b>-119 426</b>	<b>-8 708</b>	<b>-919</b>	<b>-25 541</b>	<b>24 848</b>	<b>117 628</b>	<b>-198,5%</b>	<b>9 412</b>	<b>-107,8%</b>
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (RRF)</b>	<b>3 214 262</b>	<b>3 096 975</b>	<b>3 291 961</b>	<b>3 791 918</b>	<b>3 544 052</b>	<b>3 699 215</b>	<b>15,1%</b>	<b>3 527 443</b>	<b>9,7%</b>
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (DRF)</b>	<b>2 416 348</b>	<b>2 498 195</b>	<b>2 610 990</b>	<b>2 916 074</b>	<b>2 870 825</b>	<b>2 833 639</b>	<b>17,3%</b>	<b>2 808 142</b>	<b>16,2%</b>
<b>Epargne brute (CAF)</b>	<b>797 914</b>	<b>598 780</b>	<b>680 970</b>	<b>875 844</b>	<b>675 227</b>	<b>865 576</b>	<b>8,5%</b>	<b>719 302</b>	<b>-9,9%</b>
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 011 000</b>	<b>0,0%</b>	<b>1 011 000</b>	<b>0,0%</b>					
Remboursement en capital de la dette	260 074	271 444	320 738	227 930	204 998	267 117	2,7%	267 978	3,0%
Remboursement en capital de la dette (nouvelle)	0	0	0	0	0	0	0,0%	0	0,0%
<b>Epargne nette (CAF nette)</b>	<b>537 840</b>	<b>327 336</b>	<b>360 232</b>	<b>647 914</b>	<b>470 229</b>	<b>598 459</b>	<b>11,3%</b>	<b>451 324</b>	<b>-16,1%</b>
FCTVA	0	247 845	172 051	189 648	275 194	286 035	38,7%	343 664	38,7%
Taxe d'aménagement	29 345	87 221	60 982	45 020	47 752	57 813	97,0%	57 813	97,0%
<b>Ressources propres d'investissement</b>	<b>29 345</b>	<b>335 066</b>	<b>233 033</b>	<b>234 668</b>	<b>322 946</b>	<b>343 048</b>	<b>1071,7%</b>	<b>401 477</b>	<b>1288,1%</b>
<b>CAF corrigée (cible d'équilibre réel)</b>	<b>567 185</b>	<b>662 402</b>	<b>593 265</b>	<b>882 582</b>	<b>793 175</b>	<b>942 307</b>	<b>66,1%</b>	<b>852 801</b>	<b>50,4%</b>
Subventions d'investissement	101 008	24 689	57 020	0	396 541	19 274	-80,9%	329 364	228,1%
Cessions	0	0	0	50 000	280	83 600	0,0%	0	0,0%
<b>Capacité de financement des investissements</b>	<b>668 193</b>	<b>687 091</b>	<b>650 285</b>	<b>932 582</b>	<b>1 189 996</b>	<b>1 045 181</b>	<b>56,4%</b>	<b>1 182 165</b>	<b>78,9%</b>
<b>Dépenses d'investissement (hors dette)</b>	<b>479 639</b>	<b>607 250</b>	<b>1 064 334</b>	<b>1 878 501</b>	<b>1 717 944</b>	<b>1 774 695</b>	<b>270,0%</b>	<b>2 233 000</b>	<b>366,0%</b>
Opérations récurrentes d'investissement	479 639	596 243	703 138	474 430	734 441	595 434	24,8%	450 000	-6,2%
Opérations nouvelles	0	11 007	361 196	1 404 071	983 503	1 179 261	1 179 261	1 785 000	1 785 000
<b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>739 713</b>	<b>878 694</b>	<b>1 385 072</b>	<b>2 106 431</b>	<b>1 922 942</b>	<b>2 041 812</b>	<b>176,0%</b>	<b>2 502 978</b>	<b>238,4%</b>
<b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT (hors emprunt)</b>	<b>130 353</b>	<b>359 755</b>	<b>290 052</b>	<b>284 668</b>	<b>719 767</b>	<b>446 722</b>	<b>242,7%</b>	<b>730 841</b>	<b>460,7%</b>
<b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>130 353</b>	<b>599 755</b>	<b>290 052</b>	<b>284 668</b>	<b>1 819 767</b>	<b>446 722</b>	<b>242,7%</b>	<b>730 841</b>	<b>460,7%</b>
<b>Besoin de financement de l'investissement</b>	<b>-188 554</b>	<b>-79 841</b>	<b>414 050</b>	<b>945 919</b>	<b>527 948</b>	<b>729 514</b>	<b>-486,9%</b>	<b>1 052 835</b>	<b>-107,8%</b>
<b>EMPRUNTS NOUVEAUX</b>	<b>0</b>	<b>240 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 100 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
Nouveaux emprunts	0	240 000	0	0	1 100 000	0	0,0%	0	0,0%
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>2 917 785</b>	<b>3 335 488</b>	<b>3 383 370</b>	<b>2 967 691</b>	<b>2 080 867</b>	<b>2 663 718</b>	<b>-42,8%</b>	<b>878 113</b>	<b>-67,0%</b>
Variation du fonds de roulement	417 703	47 882	-415 679	-886 824	582 851	-729 514	-274,6%	-1 052 835	-54,5%
Fonds de roulement initial (au 1er janvier)	2 917 785	3 335 488	3 383 370	2 967 691	2 080 867	2 663 718	-8,7%	1 930 948	-7,2%
Fonds de roulement final (au 31 décembre)	3 335 488	3 383 370	2 967 691	2 080 867	2 663 718	1 930 948	-42,8%	878 113	-67,0%

RATIOS D'ENDETTEMENT	2014	2015	2016	2017	2018	CA 2019	Variation 2014-2019	2020	Variation 2014-2020
Endettement au 1er Janvier	2 463 950	2 203 876	2 241 682	2 045 850	1 999 304	2 703 344	9,7%	2 436 227	21,9%
Endettement au 31 décembre	2 203 876	2 241 682	2 045 850	1 999 304	2 703 344	2 436 227	0,5%	2 168 249	-18,8%
Variation de l'encours de dette	-260 074	-31 444	-320 738	-227 929	895 002	-227 929	-12,4%	-267 117	-129,8%
Endettement / population	635	646	526	472	639	578	-9,0%	518	-19,0%
Endettement / RRF	68,57%	72,38%	62,15%	52,73%	76,24%	65,86%	-3,9%	61,47%	-10,4%
Endettement / CAF brute (capacité de désendettement en années)	2,76	3,74	3,00	2,28	4,00	2,81	19%	3,01	-24,7%
Annuité d'emprunt / EBF	38,92%	59,10%	58,69%	31,71%	40,21%	43,60%	12,0%	45,55%	13,3%

RATIOS FINANCIERS	2014	2015	2016	2017	2018	CA 2019	Variation 2014-2019	2020	Variation 2014-2020
DRF / population	697	720	671	689	679	673	-3,4%	670	-1,2%
Taxes locales (compensation St-Lô Agglo incluse) / population	534	541	492	484	483	491	-8,0%	491	16%
RRF / population	927	893	846	896	838	878	-5,2%	842	0,4%
Dépenses d'équipement brut / population	138	175	273	444	406	421	204,7%	534	314%
DGF / population	118	102	112	123	126	143	214%	119	-5,1%
Dépenses de personnel / DRF (coefficient de rigidité)	53,17%	58,18%	57,67%	52,90%	53,53%	53,56%	0,7%	54,04%	-6,3%
Dépenses de personnel / population	370	419	387	364	363	360	-2,7%	362	-0,3%
DRF + remb. dette capital / RRF (									

Condé-sur-Vire	2020	Moyenne nationale
Encours de dette	2 155 K€	
Dette / population	515 €/hab.	764 €/hab.
Capacité de désendettement (dette/CAF)	3,01 ans	4,13 ans
Fonds de roulement (FDR)	878 K€	
FDR / population	210 €/hab.	338 €/hab.
Taux d'épargne brut (CAF/recettes de fonct.)	20,39 %	14,1 %
CAF nette / population	108 €/hab.	103 €/hab.

## C- Prévisions budgétaires 2020

### 1) Recettes de fonctionnement

Pour les années à venir, les recettes réelles de fonctionnement devraient connaître une érosion progressive. Cette évolution défavorable impactera forcément le niveau d'épargne de la commune (CAF). Plusieurs facteurs expliquent cette prévision :

- **Réforme de la suppression de la taxe d'habitation.** Malgré la compensation de l'Etat à l'euro près, cette réforme annihile le dynamisme de cet impôt local et réduit l'autonomie fiscale des communes. Leur politique fiscale ne pourra plus s'appuyer que sur les deux taxes foncières (TFB et TFNB), réduisant considérablement leur marge de manœuvre.  
 Pour le budget 2020, l'hypothèse proposée est la reconduction à l'identique des taux avec des bases d'imposition revalorisées à + 0,9 % (revalorisation actée par le Parlement), contre + 2,2 % en 2019.
- **Baisse continue des dotations de l'Etat.** Alors que le montant de DGF a été maintenu jusqu'en 2019 grâce au statut avantageux de commune nouvelle, il n'est pas exclu qu'à partir de 2020, la DGF suive une pente descendante d'année en année (évaluée par prudence à -10% pour 2020).
- **Réduction continue des allocations compensatrices de fiscalité (TH, TF)** versées par l'Etat. Pour info, ces allocations sont accordées pour compenser les exonérations/dégrèvements de taxe décidées par l'Etat.

### 2) Dépenses de fonctionnement

- **Les charges de personnel**, poste de dépenses le plus élevé du budget de fonctionnement, resteront stables en 2020 en dépit du glissement vieillesse technicité (GVT). Cette stabilité attendue s'explique en grande partie par le départ, non remplacé, d'un agent administratif à temps partiel de la mairie.
- **Les charges à caractère général** évolueront certainement à la hausse en 2020, impactées chaque année par des facteurs externes : l'inflation (+1,4 % attendu pour 2020), le prix des combustibles et carburants (très volatil), les contraintes réglementaires liées à la maintenance et aux vérifications périodiques des équipements techniques, le poids croissant des normes malgré les efforts de

simplification de l'Etat, l'indexation des primes d'assurance, etc. Les efforts d'optimisation des dépenses seront néanmoins poursuivis.

- **Les frais financiers** seront nettement en baisse en 2020 (- 13 %) du fait du remboursement d'un des emprunts (voirie Troisgots éteint le 30/11/2019).

### 3) Programme d'investissement 2020

Depuis le début du mandat, la commune s'est engagée dans une importante campagne de travaux. L'année 2020 s'inscrit dans cette droite ligne. Près de **1 561 K€ TTC** d'investissements sont prévus : **acquisitions foncières** (140 K€), **réaménagement du bourg de Troisgots** (250 K€ en 2020 / 150 K€ en 2021), **aménagement des Jardins de la Gare et création de la voie douce** (1 100 K€ en 2020 / 400 K€ en 2021), **travaux de finition du quartier Lefoulon** (150 K€ en 2020 / 75 K€ en 2021).

Opérations récurrentes		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Total TTC 2015-2019	2020
Voirie, éclairage public	Montant des travaux	279 013	342 439	464 956	216 680	534 926	350 382	1 909 382	200 000
	FCTVA Subventions								32 808 20 000
Bâtiments communaux	Montant des travaux	103 596	160 358	134 774	113 386	65 277	60 517	534 312	130 000
	FCTVA Subventions								21 325 13 000
Matériels, mobilier, logiciels, études	Montant des travaux	97 030	93 447	103 409	144 364	134 238	184 535	659 992	120 000
	FCTVA Subventions								19 685
<b>Sous-total 1</b>		<b>479 639</b>	<b>596 243</b>	<b>703 138</b>	<b>474 430</b>	<b>734 441</b>	<b>595 434</b>	<b>3 103 687</b>	<b>450 000</b>
FCTVA									73 818
Subventions									33 000
Opérations ponctuelles		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Total TTC 2015-2018	2020
1) Acquisitions foncières	Montant des travaux			317 309	256 063	163 648		737 020	140 000
	FCTVA Subventions								
2) Aménagement Rte de Mesnil-Grimault	Montant des travaux			4 871	5 555	189 677	493 406	693 509	130 000
	FCTVA Subventions								21 325
3) Réaménagement centre-bourg Condé	Montant des travaux		11 007	22 377	1 123 092	550 714		1 707 190	
	FCTVA Subventions								
4) Jardins de la Gare + voie douce	Montant des travaux			7 500	19 361	24 075	58 592	109 528	1 100 000
	FCTVA Subventions								180 444
5) Modernisation de l'espace culturel (cinéma)	Montant des travaux			9 139				9 139	
	FCTVA Subventions								
6) Nouveau gymnase (fonds de concours)	Montant des travaux							0	
	FCTVA Subventions								
7) Giratoire de l'entrée Elvir	Montant des travaux							0	
	FCTVA Subventions								
8) Réseau de chaleur mairie/cinéma/SDF	Montant des travaux							0	
	FCTVA Subventions								
9) Extension ateliers municipaux	Montant des travaux					16 926	392 137	409 063	15 000
	FCTVA Subventions								2 461 140 464
10) Réaménagement bourg Troisgots	Montant des travaux					6 492	12 757	19 249	250 000
	FCTVA Subventions								41 010 100 000
11) Nouveau quartier Louis Lefoulon	Montant des travaux					31 971	222 369	254 340	150 000
	FCTVA Subventions								24 606 55 900
<b>Sous-total 2</b>		<b>0</b>	<b>11 007</b>	<b>361 196</b>	<b>1 404 071</b>	<b>983 503</b>	<b>1 179 261</b>	<b>3 939 038</b>	<b>1 785 000</b>
FCTVA									269 846
Subventions									296 364
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>479 639</b>	<b>607 250</b>	<b>1 064 334</b>	<b>1 878 501</b>	<b>1 717 944</b>	<b>1 774 695</b>	<b>7 042 725</b>	<b>2 235 000</b>
FCTVA			247 845	172 051	189 648	275 194	286 035	1 170 773	343 664
Subventions		101 107	24 689	57 020		396 541	19 274	497 524	329 364
<b>RESTE A CHARGE</b>		<b>378 532</b>	<b>334 716</b>	<b>835 263</b>	<b>1 688 853</b>	<b>1 046 209</b>	<b>1 469 386</b>	<b>5 374 428</b>	<b>1 561 972</b>

Le programme d'investissement 2020 se décompose comme suit :

- opérations récurrentes : 450 000 €
  - opérations ponctuelles : 1 785 000 €
- 2 235 000 €** (CA 2019 : 1 774 695 €)

#### 4) Ressources d'investissement

Si les niveaux d'épargne font l'objet naturellement de notre attention, d'autres recettes d'investissement impactent aussi la capacité de financement des équipements. L'ensemble de ces ressources viennent en effet minorer le besoin de financement des investissements :

- **FCTVA**  
Sous réserve de la réalisation des investissements prévus, le montant du fonds de compensation de la TVA à percevoir par la commune, calculé sur la base de 16,404 % du montant TTC des travaux, devrait s'établir à 344 K€.
- **Subventions d'investissement (DETR, Région, Département...)**  
En 2020, ce poste de ressources sera nettement à la hausse en comparaison de l'année précédente. D'importants reliquats de subvention liés à des opérations 2019 sont attendus en 2020. Près de 330 K€ de subventions seront prévus au BP.
- **Fiscalité d'urbanisme (taxe d'aménagement)**  
La taxe d'aménagement (TA) est calculée en fonction de la surface de plancher des constructions et perçue par l'Etat en deux échéances de 12 et 24 mois consécutivement à la délivrance des autorisations d'urbanisme (PC, DP). 2020 s'inscrira dans la lignée de l'exercice 2019 avec un haut niveau de rentrées fiscales (60 K€).
- **Emprunt**  
Malgré les investissements importants prévus, aucun nouvel emprunt n'est envisagé pour 2020. En décembre 2018, un emprunt de 1 100 000 € avait été souscrit pour couvrir les besoins du PPI jusqu'en 2020.

#### 5- Les budgets annexes

##### **Budget annexe *Condé Espace***

Ce budget porte sur le fonctionnement de la salle de spectacle *Condé Espace*. Dans le prolongement des 2 années passées, les recettes de location ont fortement augmenté en 2019 (7 658 €). En trois ans et grâce à la refonte de la grille tarifaire, les recettes ont cru de près de 40 %. L'année 2020 s'inscrira dans cette dynamique. En conséquence, il sera proposé de réduire encore le montant de la subvention d'équilibre (60 000 € en 2019) versée par le budget principal. En ce qui concerne les investissements, la campagne de rafraîchissement des peintures intérieures sera poursuivie (bar, salle de réunion) et un effort de modernisation de l'éclairage scénique sera mené.

##### **Budget annexe *Lotissement du Mesnil-Grimault (La Pommeraie)***

Créé en 2015, ce budget annexe retrace les opérations d'acquisition foncière et d'aménagement du lotissement communal, constitué de 63 lots sur une superficie de 5,1 ha. Les travaux de finition de la 1<sup>ère</sup> tranche (43 lots) sont en cours et devraient normalement se terminer fin mars 2020. Sur le plan de la commercialisation, le

lotissement ne compte plus que 9 lots disponibles. Il est à espérer que les derniers lots, même s'ils sont les plus chers, partiront en 2020.

### **Budget annexe *Panneaux photovoltaïques***

Le budget retrace les opérations liées au fonctionnement des panneaux photovoltaïques installés en 2010 sur la toiture de la salle des fêtes de Mesnil-Raoul : en dépenses, remboursement d'emprunt, frais de maintenance et d'assurance et, en recettes, produit de la vente d'électricité à EDF. Les crédits budgétaires 2019 devraient être reconduits pour 2020. L'excédent de fonctionnement dégagé chaque année (4 000 € en moyenne) continue de grossir le fonds de roulement (réserve financière) qui s'établit désormais à plus de 35 000 €.

